
[Les attentes des ONG libériennes à propos d'un accord de partenariat FLEGT entre l'UE et le Liberia](#)

Les ONG libériennes espèrent que les négociations qui devraient démarrer le printemps prochain entre l'Union européenne (UE) et le Liberia pour conclure un accord de partenariat 'FLEGT' (Application des réglementations forestières, gouvernance et échanges commerciaux) soutiendront leur demande de réforme des lois et de respect des droits fonciers des populations locales. Tout accord de partenariat entre l'UE et le Liberia doit partir de la définition d'une législation qui garantisse la bonne gouvernance et accorde aux communautés libériennes un contrôle de longue durée sur les forêts du pays, dont elles sont les gardiennes naturelles. En outre, il est important que le cadre juridique et institutionnel libérien s'aligne sur les principes constitutionnels et les réalités socioculturelles du pays, et sur la législation internationale et les meilleures pratiques. Le rapport du FERN *Forest Governance in Liberia, an NGO perspective* (Le gouvernement des forêts du Liberia, du point de vue des ONG) donne des recommandations détaillées au sujet d'un tel accord.

Si l'accord de partenariat volontaire s'avère inapproprié et ne s'accompagne pas des réformes juridiques et institutionnelles nécessaires, il marquera le début d'un nouveau chapitre négatif de l'histoire du Liberia. Ce pays a grand besoin de progrès visibles pour stimuler la confiance dans le nouveau gouvernement de la présidente Sirleaf et le processus démocratique. La tentation de profiter du patrimoine national pour stimuler la croissance économique et renflouer le trésor public sera sans doute forte, mais les leçons du passé et celles d'autres pays montrent que la vente des forêts anciennes ne réussit même pas à produire les résultats espérés dans l'immédiat. En revanche, le Liberia doit commencer à instituer les mesures nécessaires pour viser le développement à long terme. En ce moment où le pays essaie de se remettre de quatorze années de guerre civile et de décennies de mauvais gouvernement, de corruption et d'une libéralisation commerciale excessive non accompagnée d'un développement significatif, il ne peut pas se permettre un nouveau pas en arrière.

Le rapport sera bientôt disponible sur www.fern.org et www.loggingoff.info. Pour davantage d'informations : saskia@fern.org et director@sdiliberia.org.